

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Examen approfondi

Le 11 avril, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), M. Pascal Lamy, a convoqué une réunion informelle du Comité des négociations commerciales pour évaluer où se situent les membres par rapport à la Conférence ministérielle (CM9) de Bali. Cette séance, dite « Bilan de Bali », a permis à l'ensemble des membres de vérifier où ils en sont au juste dans leur quête d'un résultat digne de ce nom lors de la CM9.

M. Lamy a passé en revue la totalité de l'ensemble de Bali (facilitation des échanges, agriculture et enjeux des pays les moins avancés (PMA)), dans l'état où il se trouve actuellement, et comme il reste environ 27 semaines ouvrables avant la Conférence ministérielle, il n'a pu faire rapport que de progrès limités sur le fond.

La facilitation des échanges (FE) – la pièce maîtresse de cet ensemble – est empêtrée dans une querelle d'ambitions. L'agriculture reste au point mort, bien que la proposition du G-20 sur l'administration des CT ait recueilli des critiques favorables, mais on ne pouvait en dire autant de la proposition du G-33 sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et d'aide alimentaire intérieure. On a émis des avis contraires sur ce qui pouvait être réalisé à l'égard de la concurrence à l'exportation, pendant que les membres attendent toujours des propositions du Groupe des PMA sur le traitement préférentiel des services des PMA, la franchise de droits et l'absence de contingent, les règles d'origine et le coton.

Réactions

Toutes les délégations font leur le sentiment d'urgence que ressent M. Lamy et elles sont convenues avec lui que le moment est venu d'accélérer le rythme des négociations, faute de quoi on risque un autre échec lors de la Conférence ministérielle. Aucun autre délégué n'a peut-être aussi peu mâché ses mots que l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC, M. Michael Punke, qui a mis en doute l'engagement des membres à produire un résultat concret à Bali.

« [TRADUCTION] Nous n'avons pas vu la « communion des esprits » dans la plupart des enjeux qui font partie de l'ensemble de Bali, a déclaré M. Punke, citant la proposition du G-33 sur la détention de stocks publics comme exemple.

« Franchement, l'essence même de la proposition sème la confusion et fait naître des préoccupations. Depuis le début du Cycle de Doha [Programme de Doha pour le développement ou PDD], les pays en développement ont fait clairement savoir qu'ils considèrent les disciplines pour les réductions des subventions agricoles à effet de distorsion du commerce comme l'un des objectifs fondamentaux du Cycle. Au lieu de créer de nouvelles disciplines afin de réduire les subventions agricoles, la proposition du G-33 représente un pas en arrière par rapport aux disciplines existantes du Cycle d'Uruguay, en créant une nouvelle échappatoire pour d'éventuelles subventions illimitées à effet de distorsion du commerce », a affirmé M. Punke.

Il a mis en garde contre les nouvelles propositions en agriculture, déclarant qu'au-delà de la proposition du G-20 sur l'administration des CT – qui passe pour être calibrée pour Bali, car elle « ne met pas immédiatement en doute les équilibres plus vastes au sein du pilier de l'agriculture, ou avec d'autres piliers » – tout membre qui dépose de nouvelles propositions devrait s'attendre à une contre-offre sur l'accès aux marchés.

« Franchement, nous sommes doutons fort que d'éventuels auteurs de proposition soient prêts à ce type de débat et par conséquent le résultat probable, si nous empruntons cette voie, sera que nous resterons dans l'impasse. Souhaitons-nous vraiment voir de nouveau ce film? », a demandé l'ambassadeur des États-Unis.

Pas de Bali, pas de PDD

À ce point, il faut un « changement de l'état d'esprit », a déclaré M. Lamy à l'ensemble des membres. « [TRADUCTION] Faute d'une accélération immédiate et de véritables négociations, il est fort probable que vous ne verrez pas les résultats escomptés que vous souhaitez à Bali », a-t-il ajouté.

M. Punke a fait écho à son analyse en liant le sort de l'ensemble du PDD à celui du Bali. « [TRADUCTION] Si Bali échoue, il est difficile d'imaginer comment Doha peut réussir. Il est contraire à toute logique de croire que si nous ne parvenons pas à avancer sur les questions plus faciles, l'OMC soit capable de régler les questions les plus difficiles, les problèmes qui se trouvent actuellement dans l'impasse depuis plus d'une décennie ». L'ambassadeur de la Chine auprès de l'OMC, M. YI Xiaozhun, a abondé dans son sens, allant jusqu'à prétendre qu'un échec à Bali sonnerait non seulement le glas du Cycle de Doha, mais signifierait également le naufrage du système commercial multilatéral.



« [TRADUCTION] La lueur d'espoir aujourd'hui est que nous avons toujours le temps – bien qu'à peine - d'ajuster notre cap », a rappelé M. Punke, exhortant les hauts fonctionnaires des capitales à s'impliquer dans le processus.

M. Lamy, quant à lui, a promis d'accélérer ses propres consultations. Il convoquera des salons verts avec les principaux ambassadeurs de l'OMC toutes les deux semaines à partir du 1^{er} mai, « [TRADUCTION] afin d'examiner sur le plan horizontal les progrès dans trois secteurs (FE, agriculture et enjeux des PMA) et de prendre l'engagement de négocier sur le fond ».

Parallèlement, on demanderait un soutien politique lors de la conférence des ministres de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) chargés du commerce qui se tiendra à Surabaya, en Indonésie, ainsi que lors de la traditionnelle mini-conférence ministérielle qui se déroulera à Paris en marge du Forum annuel de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), afin de donner au processus l'élan dont il a désespérément besoin.

Sélection du nouveau directeur général

Le 12 avril, le comité de sélection composé du président du Conseil général, l'ambassadeur du Pakistan auprès de l'OMC, M. Shahid Bashir; du président de l'Organe de règlement des différends, l'ambassadeur du Canada Jonathan Fried et du président de l'Organe d'examen des politiques commerciales, l'ambassadeur de Suède Joakim Reiter, a dévoilé le nom des quatre candidats qui ont été éliminés de la course au principal poste de l'OMC.

« [TRADUCTION] Les résultats ont été clairs et sans ambiguïté », a déclaré M. Bashir avant de nommer Alan John Kwadwo Kyerematen (Ghana), Anabel González (Costa Rica), Amina C. Mohamed (Kenya) et Ahmad Thougan Hindawi (Jordanie) comme les quatre candidats dont les membres considèrent qu'ils étaient les moins susceptibles de dégager un consensus et auxquels ils ont demandé de se retirer de la course.

Le deuxième tour doit commencer le 16 avril avec les cinq candidats restants, c.-à-d. Mari Elka Pangestu (Indonésie), Tim Groser (Nouvelle-Zélande), Herminio Blanco (Mexique), Taeho Bark (République de Corée) et Roberto Carvalho de Azevêdo (Brésil). Cette fois-ci, on demandera aux membres de sélectionner les deux candidats qu'ils préfèrent et dont ils pensent qu'ils parviendront au dernier tour après que les résultats du deuxième tour seront dévoilés le 24 avril.

PTP – L'USTR termine la consultation avec le Japon

Le 12 avril, le représentant au Commerce des États-Unis par intérim, M. Demetrios Marantis, a annoncé que l'USTR avait terminé ses consultations bilatérales avec le Japon au sujet du Partenariat transpacifique (PTP). Les secteurs de l'automobile et de l'assurance ainsi que les barrières non tarifaires du Japon étaient le point de mire de ces consultations.

« [TRADUCTION] Les États-Unis et le Japon ont réussi à terminer ces consultations en concluant un ensemble solide de mesures et d'ententes avec le Japon dans les secteurs de l'automobile et de l'assurance, ainsi que d'autres mesures non tarifaires », peut-on lire dans une déclaration diffusée par l'USTR.

« Par conséquent, nous nous réjouissons d'accueillir la participation du Japon aux négociations du PTP, en attendant une entente consensuelle entre les membres actuels du PTP et l'achèvement de nos processus intérieurs respectifs. L'entrée du Japon dans cette initiative importante pour la région Asie-Pacifique l'aidera à procurer des avantages économiques considérables aux États-Unis, au Japon et à la région Asie-Pacifique. »

L'inclusion officielle du Japon au PTP devra attendre jusqu'à ce que les États-Unis terminent le processus de consultation de 90 jours avec le Congrès. Les initiés américains déclarent qu'environ 58 membres du Congrès sont opposés à l'entrée du Japon au PTP. Certaines de ces personnalités politiques sont directement liées à l'industrie automobile américaine (p. ex., le Michigan), qui a adopté comme position ferme que le Japon ne doit pas être inclus dans les pourparlers. Cependant, la même source a déclaré que le Sénat américain, dans son ensemble, est disposé à laisser le Japon adhérer au PTP dès qu'une sorte d'entente, même si elle n'est pas très succincte, qui aurait pour objectif de faciliter l'exportation d'automobiles américaines au Japon, sera conclue.

Outre les États-Unis, le Japon semble avoir déjà obtenu l'approbation de chaque autre membre du PTP.

Prochains événements

- Sélection du DG de l'OMC, 2^e tour, 24 avril 2013
- Réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce, 20-21 avril 2013 Surabaya (Indonésie)
- Rapport du groupe d'experts : « Définir l'avenir du commerce », début avril 2013
- Salon vert, tous les quinze jours à partir du 1^{er} mai 2013
- Conseil général, mai, 24-25 juillet, 8-9 octobre, 5-6 novembre 2013
- XVII^e série du PTP, 15-24 mai 2013, Lima
- Forum annuel de l'OCDE, 27-31 mai 2013, Paris
- Réunion informelle du CNC, 31 mai 2013
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 13-14 juin, 4 septembre, 4 septembre
- Délai pour les résultats escomptés de Bali, août 2013
- Forum public de l'OMC, 1^{er}-3 octobre 2013
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 1^{er}-8 octobre 2013
- 9^e Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.].

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.